

ETC



## Le « rapport » Arpin : quelques remarques pour les arts actuels

Rose-Marie Arbour

Numéro 17, hiver 1992

Exil et nationalité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/35856ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue d'art contemporain ETC inc.

ISSN

0835-7641 (imprimé)

1923-3205 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Arbour, R.-M. (1992). Le « rapport » Arpin : quelques remarques pour les arts actuels. *ETC*, (17), 18–20.

## LE « RAPPORT » ARPIN : QUELQUES REMARQUES POUR LES ARTS ACTUELS

**R**apatrier les pouvoirs en matière d'art et de culture, oui mais pour quoi faire ? Gérer l'art et la culture, oui mais pour qui et avec quel « produit » ? Dans le « rapport » Arpin, ces deux questions sous-tendent en fait l'absence d'un projet véritablement articulé face à la fonction des arts actuels dans une société québécoise en voie d'autonomisation. Ces deux questions posent problème à plusieurs, dont je suis.

### Rapatrier les pouvoirs

Dans la culture québécoise contemporaine, plusieurs générations, depuis la Révolution tranquille, ont été marquées par le projet indépendantiste. De plusieurs façons, dont certaines sont paradoxales, même contradictoires. Mais le projet, sous ses multiples aspects, a modelé la conception que nous avons de notre société, de nos façons de vivre et de percevoir l'espace géographique et politique, tant dans nos rapports avec le reste du Canada qu'entre et avec nous-mêmes. Vu le temps passé à aspirer à l'indépendance – une trentaine d'années – il faut sinon réinventer le projet, du moins repenser ses modalités.

Les avatars des nationalismes réducteurs et exclusifs questionnent les consciences, et les récentes libérations nationales en Europe de l'Est sollicitent une réflexion des plus actuelles sur cet état d'indépendance qui ne peut se faire à coups d'anciennes formules ou de volontarismes. Au Canada, l'esprit centralisateur et bureaucratique se renforce. Qu'en sera-t-il au Québec, dans l'aménagement des rapatriements et des autonomies nouvelles, du moins en ce qui concerne les arts et la culture ? Plusieurs craignent un appauvrissement plutôt qu'une stimulation des potentiels et des moyens créateurs : les journaux en ont rendu compte ces derniers temps. Particulièrement pour certaines gens de cinéma. D'autres, qui n'endossent pas pour autant le *statu quo* canadien, estiment qu'il y avait du bon dans le fait de pouvoir négocier à deux sources différentes (fédéral, provincial) l'aide financière pour la création. Au cours de ces années, ces sources sont devenues en effet complémentaires en certains domaines, compétitives même. Cette tension fructueuse a généralement assuré une dynamique stimulante dans le soutien aux artistes. Les jeux se sont faits souvent autour des stratégies de demande à l'une ou à l'autre source et cette ambivalence a créé des conditions de réflexion intéressantes et suscité des politiques éclairées qui ont assuré une ouverture aux alternatives artistiques qu'une institution centralisée

et unique n'aurait pu se permettre. On craint que cela ne disparaisse avec le rapatriement au Québec de tout ce qui a trait à la culture et aux arts. D'autant qu'à Ottawa, ce n'est pas le gouvernement canadien qui soutient les artistes mais bien un Conseil des Arts, organisme paragouvernemental dont un des avantages est de ne pas se colorer différemment à chaque changement de parti au pouvoir ou d'une conception qui se fait différente du rapport des arts à l'État. De plus, faut-il rappeler ici combien ce débat sur la souveraineté culturelle est biaisé. En réalité, il est fait dans un contexte de non-souveraineté économique et politique du Québec, comme si la souveraineté culturelle pouvait se faire indépendamment du reste du monde. Comme si la culture était mise hors des autres dimensions de la vie sociale et collective, qu'elle pouvait se soustraire de la condition globale des gens. Comme si les arts et la culture étaient la cerise sur le gâteau, extrayables sans dommage ni changement essentiel pour le tout dont ils font pourtant partie.

Dans la perspective d'un rapatriement isolé des budgets en matière de culture et d'art, Québec ne continuera-t-il qu'à subventionner et soutenir ce qui traditionnellement et tacitement lui était imparti dans le domaine artistique, entre autres ? Ce doute, énorme, a été ressenti et exprimé par ceux qui espèrent ou bien doutent qu'une dynamique se forme au sein d'un futur ministère de la Culture dont on ne sait pas trop comment le projet de soutenir la création, par exemple, s'articulera aux faits, aux ressources disponibles et à quel projet de société. Il est souhaité que soit envisagée une décentralisation par rapport à cette institution politique en mettant sur pied, au Québec, un équivalent du Conseil des Arts du Canada, détaché des aléas des partis au pouvoir et des intérêts politiques à courte vue.

Les craintes émises par tant de créateurs et créatrices, d'intervenants et d'intervenantes dans le domaine des arts et de la culture sont raisonnables justement dans le contexte d'un rapatriement partiel et isolé, des pouvoirs en matière d'arts et de culture à Québec. Ne pas les considérer relèverait de l'imprévoyance et de l'indifférence si on veut véritablement comprendre et améliorer les conditions de production et de diffusion des arts, au moment crucial où nous nous situons actuellement. Mais est-il si crucial, ce moment ? La mobilisation autour des questions culturelles et de la situation des arts, pour être à vif du fait surtout du contexte actuel des débats constitutionnels et de l'imminence apparente

d'une prise en charge de notre autonomie par rapport au Canada, ne soulève pas de réflexion sur les moteurs (?), les contenus (?) des arts et de la culture et les projets sociaux qui en sous-tendent la réalisation.

Le temps, le contexte précis dans lequel nous sommes face à nous-mêmes et avec le reste du Canada, la situation générale sur les plans social et économique, font que le projet indépendantiste n'est plus le même que celui caressé il y a quelques décennies, comme utopie mais aussi comme *projet de société*. Tout s'est transformé avec le temps et cela pose la nécessité de repenser radicalement ce qui semblait si clair et si évident, il y a dix, vingt, trente ans quand, justement, l'échéance de réalisation apparaissait lointaine. Maintenant, l'échéance est proche – du moins le semble-t-elle. Cela amène à réfléchir sur les formes concrètes non seulement de soutien aux arts et à la culture, mais à ce qui les fait émerger, se formuler et finalement se poser concrètement dans l'espace social qui est le nôtre. Et cela ne peut se faire indépendamment du politique et de l'économique (sans y être pour cela asservi). Cela ne peut se faire sans assumer le ou les sens accordés collectivement à l'indépendance politique, aux rapatriements de tous les pouvoirs (et non seulement des pouvoirs relatifs aux « arts et à la culture »).

S'il y a eu jusqu'à maintenant partage des pouvoirs en matière artistique et culturelle entre Québec et Ottawa, – le rapatriement culturel – ce qui est maintenant proposé dans le rapport Arpin est bien une centralisation sous le couvert d'un *super* ministère de la Culture. Certes, sont prévues des formes de consultation (l'Observatoire) mais cela est bien flou et peu articulé, ce qui porte à s'interroger sur les conséquences qu'un tel rapatriement aura sur les conditions de création, de production et de diffusion des arts contemporains et actuels. D'autant que le rapport Arpin prend la peine de rappeler que « tous les arts visuels et leurs diverses formes d'expression ne suscitent pas le même engouement » (Arpin, p. 65) et de faire porter le chapeau de l'inaccessibilité aux arts visuels qui seraient le paradigme de l'énigmatique pour un public de masse décrit (comme il se doit) comme homogène : « la création actuelle n'est pas obligatoirement et exclusivement de nature abstraite et non-figurative. Elle ne s'inscrit pas toujours en rupture ou en avant-garde » (p. 65). Depuis une dizaine d'années que les galeries dites d'avant-garde exposent quasi exclusivement des œuvres figuratives suivant en cela les grandes expositions et biennales

internationales, il n'y a pas pour autant fréquentation délirante et massive de ces galeries, ni des lieux alternatifs de diffusion de l'art actuel. Le rapport Arpin semble ignorer cela bien qu'il souhaite que « l'ensemble de notre vie culturelle prenne de plus en plus une dimension ou une perspective internationale » (Arpin, p. 79). Mais cette aspiration à l'internationalisme semble reposer sur la croyance que l'art actuel, s'il est « international », trouvera son public de masse. Or il n'en est rien. Ce public de l'art dit international est au contraire restreint et sélectif. Il n'est pas l'affaire d'un large public. Il est souvent un lieu de questionnement, un lieu critique (qu'il soit récupéré par le capital, c'est une autre histoire) et, à ce titre, il est à l'antipode d'une réception publique de type médiatique. Pourtant, il existe bien. Il n'est pas consommable à toutes les sauces ni selon un critère quantitatif. Une réflexion sur les arts et la culture actuels devrait se faire dans des perspectives de dissidence par rapport aux valeurs dominantes, et non en regard d'une intériorisation de ses critères. Et, à ce titre, un rapatriement des pouvoirs culturels et artistiques, indépendamment du politique et de l'économique, n'est pas viable ni satisfaisant. Si on peut souhaiter une meilleure diffusion internationale des productions artistiques réalisées au Québec grâce au soutien d'un futur ministère de la Culture, cela ne signifiera pas qu'elles seront rentables, ni facilement consommables, ni facilement accessibles au grand public. Ce que le rapport Arpin semble croire.

Un rapatriement artistique et culturel fait indépendamment de « tout le reste » n'amènerait pas nécessairement une nouvelle façon de concevoir les modes d'organisation et de gestion de la culture et des arts. Malgré les déclarations d'intention, on ne sait trop comment une culture, isolément rapatriée et contrôlée de l'intérieur, pourrait devenir « un moteur de développement et un point de repère obligé de toutes les grandes décisions politiques » (Arpin, p. 35). On jongle ici avec les mots et la rhétorique arrive mal à brouiller ce qui en fait est constamment mis dans la zone aveugle de l'œil, à savoir ce qui se construit dans et par les pratiques artistiques. Cela ne peut se faire par morceaux, parties et réserves ou à temps partiel.

#### Gérer l'art

Ajoutons que le projet de former des gestionnaires de l'art, « personnes clés des milieux culturels voulant agir au niveau international comme cela se fait dans les

autres secteurs de l'industrie et du commerce » (Arpin, p. 89), n'est pas non plus une panacée à l'étouffement qui affecte nombre d'artistes dans la plupart des secteurs des arts. Qui n'est pas en faveur de l'amélioration des compétences des personnes impliquées dans la diffusion des arts ? On est pour la vertu mais ce serait un défaut de croire que les gestionnaires des arts sont les personnes clés, fussent-elles formées aux HEC.

Comme il est de plus en plus difficile, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, de rêver à des mégaprojets d'aménagement et cela pour toutes sortes de raison, il est de plus en plus difficile de croire à une indépendance qui replongerait les artistes dans un rapport centralisé avec l'État, aussi bien géré fût-il. Cela irait à l'inverse de toutes les tendances actuelles à l'autonomisation, cela irait à l'encontre même des principes qui guident l'aspiration à l'indépendance du Québec par rapport au Canada. Une telle aspiration n'a rien à voir avec une question de nature ou d'essence nationale mais avec la volonté et le désir de mettre en place des relations différentes et propres au contexte qui est le nôtre, géographiquement, culturellement et économiquement.

### Ouvrir la boîte de Pandore

Parler contenu, en arts et en culture, plutôt que de s'immerger dans des schémas organisationnels qui, dit-on, rendraient efficaces et rentables et la culture et les arts, revient à penser et parler à contre-courant. Le système dont nous faisons tous partie dit qu'être, c'est avoir. De cela résulte qu'il faille des objets, des choses qui se quantifient et se consomment.

Une réflexion sur ce qu'on entend instaurer de différent en arts et en culture, tant sur le plan des contenus que des contenants, me semble la première marche de l'escalier à gravir vers l'instauration d'une autonomie réelle et d'une identité (qui ne se font pas indépendamment du « reste »). Si une telle réflexion ne se fait pas, est invalidé tout élan légitime pour une telle construction. L'identité culturelle ne s'élabore que dans un état de perpétuelle transformation, de refus de devenir des objets purement consommables et jetables après usage. De même les œuvres d'art qui ont eu et ont une portée véritable ne se comprennent pas du premier coup d'œil. Et ce ne sont pas des gestionnaires qui pallieront pour l'absence d'une vision du monde dans les productions artistiques, ou la provoqueront, ce qui ne signifie

pas être *reflets* du monde. Toute bonne gestion n'est qu'un outil parmi bien d'autres quand il s'agit d'art et de culture. On ne peut en faire une clé du développement.

Enfin, la notion de « qualité » dans la perspective d'une inadéquation être/avoir n'est plus nécessairement reliée aux seules conditions de la productivité, de la rentabilité et de la compétitivité. Depuis une vingtaine d'années, les mouvements féministes et écologistes ont participé et participent toujours à la remise en question de ce qui semblait immuable et universel. Il est à craindre que la notion de gestion des arts ne se prenne au jeu de l'efficacité à tout prix, que la création soit tellement encadrée et contrôlée de l'extérieur (comme si rien n'existait qui soit d'une autre dimension) qu'elle se résorbe et se réduise en bons produits anonymes et apparemment variés, si maniérés formellement (faute de savoir à quoi ils répondent) qu'on se retrouvera dans le domaine des arts, comme se retrouvent les objets d'artisanat et des métiers d'art dans les boutiques touristiques de la côte de Charlevoix : vides, plastifiés et profondément ennuyants comme de la *musak* d'ascenseurs et des centres d'achat, pollueuse des ondes et des espaces sonores publics.

La pluralité et la polyvalence des productions en arts actuels ne sont pas nécessairement synonymes de *n'importe quoi*, de la même façon que ce qui est socialement *différent* arrive à briser l'aseptisation bureaucratique et à produire du *sens*, sans pour autant être réduit à être *n'importe quoi*. Là précisément se pose la nécessité d'un projet social partagé par les artistes inscrits dans un groupe, un lieu et un temps : les nôtres actuellement.

L'engagement, en tant qu'artistes et plus généralement en tant qu'intervenants et intervenantes en art, permet de sortir de l'enclos d'une production programmée, consommable immédiatement et pareille au *même*. Je crois qu'aucun projet d'indépendance ou d'autonomie culturelle n'est pensable ni possible sans qu'une conception des arts et de la culture s'assume en terme de responsabilisation des artistes dans les milieux qui sont les leurs. Ces milieux font partie d'un tout dont il est aberrant de penser qu'ils puissent fonctionner isolément, en s'en détachant. Un rapatriement par fragments m'apparaît donc une contradiction profonde et probablement sans issue.